

Table des matières

1. ANCIEN CODE CIVIL

21 mars 1804 (30 ventôse an XII). – ANCIEN CODE CIVIL	1
14 juillet 1976. – LOI relative aux droits et devoirs respectifs des époux et aux régimes matrimoniaux (<i>Mon. 18 septembre 1976</i>)	21
16 décembre 1851. – LOI hypothécaire (<i>Mon. 22 décembre 1851</i>)	47

2. CODE CIVIL

13 avril 2019. – CODE CIVIL	68
-----------------------------------	----

3. CODE DES PRIVILÈGES MARITIMES DÉTERMINÉS ET DES DISPOSITIONS DIVERSES

10 septembre 1807. – CODE des privilèges maritimes déterminés et des dispositions diverses	168
--	-----

4. CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE

28 février 2013. – CODE de droit économique	170
21 mars 2021. – LOI modifiant le livre XX du Code de droit économique et le Code des impôts sur les revenus 1992 (<i>Mon. 26 mars 2021</i>)	229
12 juillet 2022. – ARRÊTÉ ROYAL portant prolongation des articles 2, 4 à 12 de la loi du 21 mars 2021 modifiant le livre XX du code de droit économique et le code des impôts sur les revenus 1992 (<i>Mon. 15 juillet 2022</i>)	232

5. CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS

23 mars 2019. – CODE des sociétés et des associations (<i>Mon. 4 avril 2019</i>)	233
--	-----

6. DROIT JUDICIAIRE

10 octobre 1967. – CODE JUDICIAIRE	246
27 décembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 1409, § 1 ^{er} , alinéa 4, et 1409, § 1 ^{er bis} , alinéa 4, du Code judiciaire relatif à la limitation de la saisie lorsqu'il y a des enfants à charge (<i>Mon. 31 décembre 2004</i>)	264
24 décembre 2021. – AVIS relatif à l'indexation des montants fixés à l'article 1 ^{er} , alinéa 4, de l'arrêté royal du 27 décembre 2004 portant exécution des articles 1409, § 1 ^{er} , alinéa 4, et 1409, § 1 ^{er bis} , alinéa 4, du Code judiciaire relatif à la limitation de la saisie lorsqu'il y a des enfants à charge (<i>Mon. 24 décembre 2021</i>)	265
17 décembre 2021. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 1409, § 2, du Code judiciaire (<i>Mon. 17 décembre 2021</i>)	265
5 avril 1995. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 1412bis du Code judiciaire (<i>Mon. 19 mai 1995</i>)	277

7. DROIT PÉNAL

8 juin 1867. – CODE PÉNAL (<i>Mon. 9 juin 1867; Err. Mon. 5 octobre 1867</i>)	318
5-15 septembre 1807. – LOI relative au mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public en matière criminelle, correctionnelle et de police (<i>Bull. off. 158, n° 2743</i>)	321

8. DROIT FISCAL

31 mars 1936. – ARRÊTÉ ROYAL n° 308 établissant le Code des droits de succession, confirmé par la loi du 4 mai 1936 (<i>Mon. 7 mai 1936</i>) (<i>Mon. 7 avril 1936</i>)	322
3 juillet 1969. – LOI créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 17 juillet 1969</i>)	324
10 avril 1992. – CODE DES IMPÔTS sur les revenus 1992. – Arrêté royal portant coordination des dispositions légales relatives aux impôts sur les revenus (<i>Mon. 30 juillet 1992</i>)	332
27 août 1993. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 (<i>Mon. 13 septembre 1993</i>)	355
6 mai 1999. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes (<i>Mon. 1^{er} juillet 1999</i>)	371

22 mars 2007. – DÉCRET fiscal du Parlement wallon favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes (*Mon. 24 avril 2007*). 371

9. DROIT SOCIAL

12 avril 1965. – LOI concernant la protection de la rémunération des travailleurs (*Mon. 30 avril 1965*) 381

27 juillet 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 38 organisant le statut social des travailleurs indépendants (*Mon. 29 juillet 1967; Err. Mon. 2 décembre 1967*) 387

27 juin 1969. – LOI révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (*Mon. 25 juillet 1969*). 401

10. DROIT EUROPÉEN

6 juin 2002. – DIRECTIVE 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les contrats de garantie financière (*J.O. L 168, 27 juin 2002*) 420

21 avril 2004. – RÈGLEMENT (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées (*J.O. L 142, 30 avril 2004; Rect. J.O. L 97, 15 avril 2005*). 425

12 décembre 2006. – RÈGLEMENT (CE) n° 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne d'injonction de payer (*J.O. L 399, 30 décembre 2006*) 430

11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 861/2007 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges (*J.O. L 199, 31 juillet 2007*) 435

15 mai 2014. – DIRECTIVE 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012 (*J.O. L 173, 12 juin 2014; Rect. J.O. L 195, 19 juin 2020*) 441

20 mai 2015. – RÈGLEMENT (U.E.) 2015/848 du Parlement européen et du Conseil relatif aux procédures d'insolvabilité (*J.O. L 141, 5 juin 2015; Rect. J.O. L 349, 21 décembre 2016*). 529

20 juin 2019. – DIRECTIVE (U.E.) 2019/1023 du Parlement européen et du Conseil relative aux cadres de restructuration préventive, à la remise de dettes et aux échéances, et aux mesures à prendre pour augmenter l'efficacité des procédures en matière de restructuration, d'insolvabilité et de remise de dettes, et modifiant la directive (U.E.) 2017/1132 (directive sur la restructuration et l'insolvabilité) (*J.O. L 172, 26 juin 2019*) 549

11. DROIT INTERNATIONAL

16 juillet 2004. – LOI portant le Code de droit international privé (*Mon. 27 juillet 2004*) 560

1^{er} janvier 2007. – DOCUMENT – Guide législatif de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (C.N.U.D.C.I.) sur les opérations garanties par des sûretés réelles mobilières 561

12. LÉGISLATIONS PARTICULIÈRES

25 octobre 1919. – LOI sur la mise en gage du fonds de commerce, l'escompte et le gage de la facture ainsi que l'agrégation et l'expertise des fournitures faites directement à la consommation (*Mon. 5 novembre 1919*). 577

8 juillet 1976. – LOI organique des centres publics d'action sociale (*Mon. 5 août 1976; Err. Mon. 26 novembre 1976*). 578

28 avril 1999. – LOI visant à transposer la directive 98/26/CE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres (*Mon. 1^{er} juin 1999*). 579

26 juin 2002. – LOI relative aux fermetures d'entreprises (*Mon. 9 août 2002*) 584

2 août 2002. – LOI relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (*Mon. 4 septembre 2002*). 595

20 décembre 2002. – LOI relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur (*Mon. 29 janvier 2003*). 613

21 février 2003. – LOI créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances (*Mon. 28 mars 2003*) 616

15 décembre 2004. – LOI relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers (*Mon. 1^{er} février 2005*) 630

27 décembre 2004. – LOI-PROGRAMME (*Mon. 31 décembre 2004*). 639

25 avril 2007. – LOI portant des dispositions diverses (IV) (*Mon. 8 mai 2007*) 640

29 mars 2012. – LOI-PROGRAMME (I) (*Mon. 6 avril 2012*). 642

27 mars 2014. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au Code wallon de l'agriculture (*Mon. 5 juin 2014*) 645

4 avril 2014. – LOI relative aux assurances (*Mon. 30 avril 2014*) 646

25 avril 2014. – LOI relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse (*Mon. 7 mai 2014*) 648

14 septembre 2017. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles du titre XVII du livre III du Code civil, concernant l'utilisation du registre national des gages (*Mon. 26 septembre 2017*) 686

26 avril 2018. – ARRÊTÉ ROYAL établissant les règles et barèmes relatifs à la fixation des honoraires et des frais des praticiens de l'insolvabilité (*Mon. 27 avril 2018*) 689

13 avril 2019. – CODE du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (*Mon. 30 avril 2019*). 692

8 mai 2019. – CODE belge de la navigation (<i>Mon. 1^{er} août 2019</i>).....	720	24 avril 2020. – ARRÊTÉ ROYAL n° 15 relatif au sursis temporaire en faveur des entreprises des mesures d'exécution et autres mesures pendant la durée de la crise du COVID-19 (<i>Mon. 24 avril 2020</i>).....	742
---	-----	--	-----